



Appel commun des organisations syndicales CGT - FSU – Sud - Solidaires du département de l'Indre

Depuis des mois, des mobilisations, des grèves, des manifestations ont vu le jour émanant des salariés, des retraités, des privés d'emploi, des lycéens et étudiants, des précaires et des usagers des services publics.

Le gouvernement cristallise un mécontentement rarement atteint sur une période aussi courte.

Acculé par l'ampleur de la contestation à sa politique, aux injonctions de l'union européenne et par les revendications des gilets jaunes, le Chef de l'Etat et son gouvernement ont choisi pour faire diversion, comme seule réponse à la colère sociale, l'organisation d'un grand débat, leur permettant avec l'appui des grands médias, de faire campagne dans la perspective des prochaines échéances électorales.

Face aux manifestations dans tout le pays, ils n'ont comme seule réponse, la poursuite de leur contre-réforme et de leur logique économique qui, depuis plus de 40 ans, plongent les salariés, les petits artisans, les commerçants, exploitants agricoles dans le dénuement le plus complet.

Toujours plus de rentabilité pour le capital, les actionnaires et de nouvelles régressions pour la population. L'argent ne manque pas en France pour 2018, les 37 milliardaires français possédaient autant que 29 millions de Français, ils n'ont jamais été aussi riches et ils en veulent toujours plus. Pour accéder aux desiderata de cette classe, le gouvernement appauvrit toujours plus sa population, par la création de nouvelles taxes, l'augmentation de la CSG, des prix du gaz, des péages, de l'électricité...

Lorsque ce gouvernement et sa majorité s'entête à détruire nos services publics avec l'AP 2022, La Poste, EDF GDF, la SNCF, les trésoreries, les centres AFPA, l'hôpital public, pressurer l'éducation National, piller la sécu, persévérer dans ses mesures les plus réactionnaires, laminer le code du travail, fliquer les chômeurs, molester les étudiants, porter de nouveaux coups aux retraités, réprimer son peuple avec violence, nous sommes bien sur des choix de société qui ne peuvent pas conduire à discuter avec ce gouvernement, avec comme objectif éviter le pire !

Ces politiques publiques et cette logique économique doivent être stoppées au profit de nouvelles conquêtes sociales.

Sur un département sinistré en emplois, en désertification de services publics sans fin, classé 88^{ème} département dont les salaires sont les plus bas, où le chômage ne cesse de progresser, où les allocataires aux minima sociaux sont de plus en plus nombreux, il est classé 11^{ème} en termes de contribuables assujettis à l'ISF.

Nous appelons les salariés, les privés d'emplois, les retraités, la jeunesse de notre département profondément sinistré économiquement et socialement par des choix politiques, à se faire entendre et manifester **jeudi 14 février**, le jour de la venue du chef de l'Etat dans l'Indre, devant la Chambre Patronale à partir de 12h, pour porter nos revendications en termes d'emplois et d'augmentation de salaire.

Tous ensemble, passons à l'action pour vivre mieux et travailler dans notre département